

LE BUDGET FÉDÉRAL : LA POLITIQUE DE DÉFENSE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

UNE TABLE RONDE EN PRÉSENCE DES MÉDIAS

Le 2 mai 1989, l'ICPSI a commandité une table ronde sur les répercussions qu'auront les fortes compressions financières annoncées dans le budget du 27 avril sur la politique de défense et la politique étrangère.

Un groupe de spécialistes réuni par l'ICPSI a fait de brefs exposés, pour répondre ensuite aux questions des représentants de la presse écrite et électronique. Aux quatre coins du Canada, les journalistes intéressés ont pu participer à l'événement par un relais audio. Voici des extraits du débat.

BERNARD WOOD

EN PLANIFIANT CETTE table ronde sur le thème des liens entre le budget, la politique de défense et la politique étrangère, nous n'avons pas la moindre idée des répercussions qu'aurait le budget dans ce secteur de la politique nationale. Nous avons voulu savoir ce que celui-ci révélait au sujet des priorités du gouvernement pour les années à venir. En fait, nous voyons à présent que l'aide extérieure et la défense, deux postes comptant pour 14 p. 100 des dépenses fédérales, ont subi 60 p. 100 de toutes les coupures budgétaires prévues pour l'an prochain et près de 50 p. 100 de celle de l'année suivante.

Si j'ai parlé en premier de l'aide extérieure, c'est parce que c'est de loin le poste de dépenses qui a subi les réductions les plus sévères, toutes proportions gardées. Les dépenses à ce titre vont en effet être réduites de 12 p. 100. Quant aux dépenses de la Défense, elles vont continuer de croître légèrement en termes absolus, même si le gouvernement a de toute évidence renoncé, comme il s'y était engagé, à faire en sorte que l'augmentation du budget soit toujours supérieure de 2 p. 100 au taux d'inflation.

Les bénéficiaires de l'aide extérieure ne pourront pas se faire entendre comme les Canadiens et Canadiennes touchés par le budget. Je crains que le demi-million de personnes dépossédées la semaine dernière de leur maison par la tornade qui a balayé le Bangladesh, ne voient pas vos reportages et ne puissent pas dire leur mot. Mais nul doute que ces gens vont ressentir les effets des coupures d'une manière plus aiguë que la plupart d'entre nous ne peut l'imaginer.

Du côté de la défense, les réductions budgétaires n'ont profité à personne. Il me semble assez évident que le déficit est le grand gagnant, mais nous allons tous y perdre si nous ne saisissons pas l'occasion de ce changement radical pour procéder à une réévaluation sérieuse et approfondie de nos engagements et de nos moyens en matière de défense, d'une part, et de toute notre politique de sécurité dans le contexte international de l'heure, d'autre part. Au Canada, l'essentiel du débat politique tournera probablement autour de la fermeture des bases militaires. Si l'aide aux collectivités et aux travailleurs touchés doit à juste titre rester pour nous tous une priorité légitime, ce n'est pas cela qui, dans les années 1990, va nous permettre de définir nos politiques en matière de défense.

Quelles sont les répercussions sur le plan international ? Nos compressions budgétaires ne passeront certainement pas inaperçues, mais d'après les chiffres de l'Institut, le Canada reste au sixième rang des pays de l'OTAN pour ce qui est de l'importance des dépenses militaires et au sixième rang mondial pour l'aide extérieure. Vu notre position, nous n'avons pas à rougir face à nos alliés de l'OTAN. Exception faite des États-Unis qui, après tout,

LES MEMBRES DU GROUPE

KENNETH CALDER

Directeur général - Planification des politiques,
ministère de la Défense nationale

FEN OSLER HAMPSON

Chargé de recherche à l'ICPSI; Professeur agrégé à
l'Université Carleton

HAROLD KLEPAK

Professeur d'études stratégiques,
Collège militaire royal de Saint-Jean

DOUGLAS ROSS

Professeur de relations internationales,
Université Simon Fraser

LOIS WILSON

Présidente du Conseil oecuménique des églises; ancien
membre du conseil d'administration de l'ICPSI

BERNARD WOOD

Directeur général de l'ICPSI

sont une puissance mondiale, nous sommes le seul pays de l'OTAN à laisser des milliers de soldats à des milliers de kilomètres de ses côtes. Nous nous sommes engagés à ne pas rapatrier ces soldats tant que dureraient les négociations de désarmement... Le Canada s'étant distingué comme nul autre dans le domaine du maintien de la paix et ayant mis sur pied un programme d'aide extérieure très respecté, désormais supérieur à celui de la Grande-Bretagne, les «casques bleus» et les pacificateurs canadiens vont être de plus en plus demandés dans de nombreuses régions du monde où de nouvelles voies menant à la paix sont peut-être en train de s'ouvrir. Tel est, à mon avis, le contexte actuel de notre politique de sécurité et de notre politique étrangère; comment pouvons-nous tirer le meilleur parti possible des ressources dont nous disposerons, dans l'intérêt des objectifs auxquels la population canadienne souscrit ?

KENNETH CALDER

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DANS le budget que le ministère de la Défense nationale recevrait, au cours des cinq prochaines années, 2,74 milliards de dollars de moins que prévu. Le budget de la Défense va tout de même connaître une croissance réelle pendant cette période. Toutefois, cette croissance ne sera pas suffisante pour que nous puissions mettre en oeuvre les programmes décrits dans le Livre blanc aussi intégralement ou aussi rapidement que nous l'avions espéré. Il va nous falloir retarder la réalisation de certains objectifs de défense, annuler des programmes et en réduire d'autres, tandis que plusieurs projets vont être mis en attente...

Nous savons tous maintenant que le gouvernement n'a pas l'intention de donner suite au programme des sous-marins à propulsion nucléaire. En outre, nos projets d'acquisition d'avions de patrouille à grande autonomie, de dispositifs d'observation nocturne, de nouveaux CF-18 et du système de repérage de cibles et de surveillance aérienne par véhicule téléguidé vont être annulés. Les programmes d'acquisition concernant les véhicules tout terrain pour le Nord, l'équipement des avions-écoles pour la guerre électronique, les radios pour les forces terrestres et les appareils d'avionique pour les CF-5 vont être réduits. L'acquisition de véhicules blindés légers pour la Milice est remise à plus tard, et notre projet relatif au char de combat est mis de côté pour l'instant. Nous allons cependant continuer la mise en oeuvre au Canada du programme de modernisation du système de défense aérienne de l'Amérique du Nord, tel qu'il a été prévu de le faire et de le financer.

Les deux phases du programme de remplacement des frégates et de modernisation des destroyers de la classe *Tribal* vont se poursuivre. Nous